

Que cherche le gouvernement? On ne comprend plus rien !

L'annonce du Conseil National de Sécurité de ce 15 avril n'est pas passée inaperçue : les visites sont à nouveau autorisées dans les maisons de repos et dans les centres d'hébergement pour personnes handicapées...

Qui a pris la décision ?

C'est le gouvernement fédéral qui a décidé de cette mesure

- Sans concertation avec les secteurs concernés, ni les travailleurs, ni les employeurs
- Sans concertation avec les ministres régionaux pourtant compétents pour ces secteurs

Qu'en pense la CNE?

Le confinement et l'isolement des personnes âgées et handicapées est une épreuve difficile, d'autant plus qu'elle dure depuis plusieurs semaines.

Pour elles, mais aussi pour le personnel qui les accompagne au quotidien.

Tous, nous souhaitons un retour à la normale le plus rapidement possible,

Tous, nous rêvons que les familles puissent revenir partager un goûter, une promenade..

Mais pas tant que les conditions de sécurité et les capacités d'organisation ne sont pas remplies !

La mesure est prématurée ! La CNE a expliqué pourquoi dans un communiqué de presse (lire au verso) et a interpellé les différents cabinets ministériels.

Des concertations ainsi qu'une réunion interministérielle sont prévues dans les prochains jours

- Pour les maisons de repos, l'objectif est d'arriver à une position commune pour le 23 avril au plus tard.
- Pour le secteur du handicap, une rencontre avec la ministre est fixée ce vendredi, durant laquelle la CNE défendra fermement le report de la mesure.

Nous restons à vos côtés

La situation change constamment. Les équipes syndicales de la CNE restent vigilantes et à votre écoute. N'hésitez pas à consulter également le site internet : www.lacsc.be/la-csc/secteurs/non-marchand/coronavirus

Des questions, des avis, des demandes ? La CNE Non Marchand assure :

CNE.non-marchand@acv-csc.be.

MR-MRS : Que cherchent ces gouvernements ?

On ne comprend plus rien

**Les visites en MR-MRS à nouveau permises.
Un échec cuisant, un jeu de farce et attrape !**

Quand on constate le nombre de cas ce Covid-19 et de décès dans les MR-MRS,
Quand on voit sur le terrain les difficultés que vivent au jour le jour les équipes pour assurer le bien-être des résidents, et les protéger de l'infection,
Quand, après avoir attendu le matériel de protection en ayant le sentiment d'être « non prioritaire » pendant des semaines, et avoir vu ainsi s'insinuer la maladie dans de nombreuses institutions,
Quand, après avoir demandé à corps et à cris qu'on fasse un dépistage généralisé, afin de séparer les résidents et le personnel malades, des autres,
Quand, après avoir vu «ses» résidents en détresse, ne pas pouvoir rejoindre l'hôpital, ne pas pouvoir bénéficier d'une aide respiratoire efficace et suffisante,
Quand, après avoir vu les difficultés d'approvisionnement en oxygène, et avoir craint le « prochain cas »,
Quand, après avoir vu les collègues tomber comme des mouches,
Quand, après s'être entendu dire que si on est dépisté positif mais qu'on n'est qu' « un peu malade », on doit rester au boulot, avec un masque et faire comme tout le monde, si nécessaire nos 12 H d'affilée (*essayez de respirer avec un masque quand vous avez un rhume, vous allez voir le temps que vous allez tenir !*)

....

et qu'on vous annonce que des visites vont à nouveau être organisées dans 3 jours, vous avez l'envie de jeter l'éponge...de rentrer chez vous et de dire, « mais qu'ils viennent seulement, ces décideurs ! »

Depuis que la décision est tombée, les réactions des délégué.e.s (relayant la colère des collègues) se multiplient. :

« On ne comprend plus rien. Que veut le gouvernement ? On commence à peine le dépistage généralisé, tant attendu... on a déjà si peu de matériel... on a déjà tant de choses à faire... »

Mais ce qui nous choque aussi, c'est que ce genre de décision puisse se prendre SANS AUCUNE CONCERTATION AVEC LES EMPLOYEURS ET LES SYNDICATS DU SECTEUR. Comment organiser sur le terrain, comment encore motiver et mobiliser le personnel dans cette lutte ? Peu importe... on décide et on verra après !

ON EN A MARRE de cette façon de gérer la crise, Madame la Première Ministre. Vos refusez de nous recevoir. On vous écrit, un silence irrespectueux nous répond.

Continuez comme ça, et demain, ou même peut-être avant, ce personnel réagira. Jusqu'à présent, il nous faisait confiance pour relayer ses préoccupations. Lorsqu'il verra que cela ne sert à rien, il risque de se tourner vers d'autres sirènes, ... populistes, cette fois !

Pour toute information complémentaire, contactez les responsables CNE en charge du dossier:

Yves Hellendorff, Secrétaire National Non Marchand, 0476/50.20.43